

COMMUNICATION AU FORUM NATIONAL SUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FORESTIER

Communicateur : Raymond **MATOTA**, Conseiller aux Petites et Moyennes Entreprises.

Thème : La promotion des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanale et la problématique de valorisation des ressources forestières.

SOMMAIRE

Introduction

Cadre de référence

Diagnostic

Axes stratégiques

Conclusion

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de m'acquitter de cet agréable et précieux devoir, celui de vous dire bonjour.

Suite au choix porté sur ma modeste personne pour présenter la promotion des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanale, une problématique de valorisation des ressources forestières,

Je sollicite votre indulgence des insuffisances que pourrait porter cette présentation. Etant donné qu'il n'existe pas de façon spécifique une politique axée sur la forêt et les industries, plutôt que des programmes couplés à des stratégies de promotion et de développement d'un secteur qui peuvent être d'une grande utilité pour ces catégories d'entreprises que sont les petites et moyennes entreprises et les entreprises artisanales.

C'est d'ailleurs, une occasion de plus que le département se permet de saisir, du débat qui suivra pour enrichir les textes d'accompagnement du document de politique sectorielle actuellement sur la table du gouvernement.

INTRODUCTION

Les petites et moyennes entreprises sont des acteurs majeurs de la croissance et de la création d'emplois.

Dans leur grande diversité on trouve :

- des entreprises sans salariés fonctionnant dans une logique d'auto emploi ;
- des artisans et des commerçants classiques ;
- des entreprises à fort potentiel de développement et d'innovation.

Elles constituent d'un point de vue économique et social, un secteur de première importance avec plus de 95% des entreprises tous types d'économie confondus. Elles contribuent à la création de plus de 80% de nouveaux emplois et 50% du PIB dans la plupart des pays.

Au-delà, elles représentent un puissant moyen de promotion des hommes et des femmes, car elles procurent aux personnes qu'elles emploient des réelles possibilités de formation et un champ d'initiatives particulièrement amples et variées avec, notamment, la perspective de devenir elles-mêmes chefs d'entreprises.

Outre leur importance sur le plan économique et social, les petites et moyennes entreprises, dont le réseau constitue un des maillages géographiques les plus serrés parmi ceux qui couvrent le territoire, jouent un rôle moteur dans l'aménagement, dans l'animation des zones urbaines et rurales tout comme dans le soutien à la croissance.

Les petites et moyennes entreprises sont également parmi les plus réactives. Elles sont créées en fonction de nouveaux marchés et savent s'adapter aux évolutions des ces marchés et des besoins des consommateurs.

L'artisanat quant à lui, un secteur économique encore très mal connu dans notre pays. Il fait pourtant partie intégrante de l'économie congolaise.

Sous d'autres cieux, on remarque que de grandes marques, dans leur démarche marketing développe une image artisanale pour certains de leurs produits. Cette image est souvent véhiculée par le biais de différentes appellations :

- produits de tradition ;
- ancienne recette ;
- produit du terroir ;
- etc.

L'artisanat est incontestablement un concept qui plait aux consommateurs, en tant que richesse culturelle et économique à partager. Il est synonyme de passion et de créativité. On note par conséquent un artisanat d'art, de service et de production.

Les PME et l'artisanat constituent un monde extrêmement varié qui comprend tout un éventail de domaines, de façons de penser, de gérer et de diriger. Aussi devrait-on aborder ce double phénomène à partir des perspectives multiples et de facettes complémentaires s'inscrivant dans une démarche qui donne le goût d'entreprendre.

Il est donc important de comprendre les principes qui règlent leur fonctionnement, de même que la logique du propriétaire-dirigeant, sa capacité à saisir les enjeux, à décoder des stratégies et les modes de gestion, sans oublier que les PME sont des entreprises qui le plus souvent ne disposent pas de toutes les ressources nécessaires pour concrétiser les objectifs fixés par le dirigeant. Le fait de comprendre l'autre permet d'entrer plus facilement en rapport avec lui ; c'est pourquoi une connaissance minimale de la logique et l'environnement suivant lesquels les PME et l'artisanat évoluent, devrait permettre d'établir plus facilement une relation avec ce secteur et autres parties prenantes.*

(*) Jean Marie COYOTTE, Président de l'Union des Classes Moyennes (UCM). In, L'Atelier des artisans n°2 année 2008.

CADRE DE REFERENCE

Au Congo, c'est depuis 1985 que le gouvernement avait initié une politique de promotion des PME et de l'artisanat. Mettant en place un ensemble de mesures et textes organiques au nombre desquels :

- la loi 019/86 du 31 juillet 1986 instituant les mesures propres à promouvoir les petites et moyennes entreprises en République Populaire du Congo (Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises, Fonds de Garantie et de Soutien aux Petites et Moyennes Entreprises) ;
- la loi 008/86 du 19 mars 1986 portant création de l'Agence Nationale de l'Artisanat ;
- le décret n°87/66 du 2 mars 1987 portant statut du Fonds d'Intervention et de promotion de l'Artisanat.

Complétés par le décret n°95-193 du 18 octobre 1995 portant création et organisation du Centre de Formalités Administratives des Entreprises, l'impact est resté plutôt mitigé, de sorte qu'une réorientation de la stratégie sectorielle est devenue indispensable.

La politique nationale de développement des PME et de l'artisanat est inspirée par la « Nouvelle Espérance », projet de société du président de la République à travers les engagements n° 2, 5, 6 et 12 pris envers la nation et qui, dans le domaine des compétences du ministère des petites et moyennes entreprises, chargé de l'artisanat s'articule ainsi :

- 1) Favoriser une croissance régulière assise sur une production diversifiée et modernisée ;
- 2) Eradiquer le chômage de masse par la création d'emplois tant dans le secteur formel qu'informel de l'économie ;
- 3) Réduire progressivement la pauvreté notamment en encourageant la prise en charge de chacun par sa participation aux initiatives génératrices de revenus ;
- 4) Rendre plus performants nos échanges et notre coopération économique avec les autres pays du monde.

La politique nationale de développement des PME et de l'artisanat traduit bien les préoccupations du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), notamment à travers son volet portant incitation et promotion du secteur privé.

Définit comme un ensemble des activités de production des biens et services, grâce à des capitaux privés investis aussi bien par des grandes entreprises que dans les PME, y compris les très petites entreprises de type moderne ou artisanal, que celles-ci relèvent de l'économie formelle ou informelle. Le secteur privé constitue en soi un problème, du fait :

- de l'existence des grandes unités de production appartenant pour l'essentiel au capital étranger et l'absence de guichet de promotion des investissements (Bourse de sous-traitance et de partenariat industriel) ;
- de la présence d'un privé national constitué essentiellement de PME évoluant dans le tertiaire dont la contribution au PIB est estimée à 34% contre 7,7% pour le secteur primaire et 7,9% pour le secteur secondaire hors pétrole.

Le déséquilibre structurel remonte aux années 80.*

Au regard de ce qui précède le cadre de référence s'articule autour de quatre centres d'intérêt suivant :

- l'environnement macroéconomique des PME et de l'artisanat ;
- le cadre institutionnel et juridique ;
- la promotion des PME et de l'artisanat ;
- le financement et les structures d'appui technique

(*) Source : enquête du CIATA et de l'INSSEJAG en 1984 rapportée In « Programme Intérimaire Post-conflit du Congo (PIPC) 2000-2002 Ministère du Plan p. 124

DIAGNOSTIC

L'environnement macroéconomique des PME et de l'artisanat.

Le taux de croissance du PIB en volume est passé de 7,6% en 2005 à 6,2% en 2006. L'estimation pour l'année 2007 relève un recul du rythme de la croissance (-1,2%). Cette croissance reste essentiellement tirée par le secteur pétrolier.

L'inflation a enregistré un recul passant de 4,2% en 2006 à 3,1% en 2007, mais le recul est insuffisant au regard du seuil de 3% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de la CEMAC.

Les soldes budgétaires de l'Etat sont largement positifs en 2006 et en 2007, ce qui prouve que l'Etat est en mesure de faire face aux dépenses publiques.

L'encours de la dette du Congo a sensiblement diminué passant de 4.007,9 milliards de F CFA en 2005 à 3.453,9 milliards de F CFA en 2007.

Le cadre institutionnel et juridique

Ce cadre est globalement peu favorable aux PME et à l'artisanat.

Au cours de la table ronde sectorielle des PME, tenue en mai 1997, il a été décidé la mise en veilleuse des organes de promotion des PME existants, en attendant que le gouvernement à travers un plan d'assainissement, redéfinisse un schéma de restructuration du cadre institutionnel de promotion pour le rendre plus attractif de l'investissement et plus incitatif en faveur des PME.

L'artisanat quant à ce secteur ne dispose pas encore d'un texte organique.

La promotion des PME et de l'artisanat

Les facteurs favorables :

- volonté politique ;
- consolidation du climat de paix ;
- présence de potentialités naturelles ;
- émergence de la micro finance ;
- mise à disposition de la provision pour investissement diversifiés ;
- main d'œuvre abondante, notamment diplômés sans emploi ;
- charte des investissements concédant des avantages ;
- construction des grands ensembles économiques dans la sous-région (CEMAC, CEEAC) ;
- avènement des TIC.

Les obstacles à la création et à la promotion des PME et de l'artisanat peuvent être regroupés en deux catégories en rapport avec leur caractère endogène ou exogène à l'entreprise.

Faiblesses endogènes :

- faibles capacités managériales des dirigeants ;
- produits de qualité et quantité insuffisantes comparées à ceux de l'importation ;
- recours aux services d'appui conseil en gestion non systématisé ;
- absence de recours à la formation continue ;
- exploitation insuffisante des TIC ;
- recherche de partenaires non systématisée ;
- faible surface financière rendant indispensable l'effet de levier (recours à un endettement minimal renforçant les capitaux propres et améliorant la rentabilité des capitaux permanents) ;
- défaut de labellisation.

Faiblesses exogènes :

- sensibilisation et éducation à l'entrepreneuriat insuffisantes ;
- pesanteurs culturelles et système de valeurs défavorables à l'entrepreneur ;
- coûts des facteurs de production élevés ;
- forte dépendance de l'extérieur pour l'approvisionnement en intrants et emballages ;
- absence de banque spécialisée ;
- concurrence déloyale du secteur informel et des importations illicites ;
- tracasseries administratives ;
- difficulté d'approvisionnement local en matières premières ;
- défaut de synergie entre les ministères de tutelle technique des PME ;
- entrée en vigueur de l'OMC
- etc.

Le financement et les structures d'appui technique

En absence de banques spécialisées, les PME et l'artisanat ne trouvent pas de crédit ou toutes formes de concours nécessaires au financement de leurs activités. Les banques commerciales existant en dépit de leur situation de surliquidité n'interviennent pratiquement pas dans les opérations de création ou d'expansion des entreprises. Leur politique privilégiant les crédits à court terme (activités d'exploitation) au détriment de l'investissement ce, en faveur des seules entreprises ayant pignon sur rue et présentant des solides garanties.

AXES STRATEGIQUES

L'étude diagnostique menée à partir de ce cadre de référence a permis de réaliser un état des lieux suivi de l'identification d'objectifs prioritaires, desquels découlent des axes stratégiques, notamment :

- la consolidation du cadre juridique et institutionnel.
- le renforcement des capacités des acteurs tant étatiques que non étatiques.
- la facilitation de l'accès au financement.
- la facilitation d'approvisionnement local en matières premières pour nos petites et moyennes entreprises et entreprises artisanales.

La facilitation d'approvisionnement local en matières premières

Cet axe stratégique poursuit un objectif global qui consiste à Améliorer les possibilités des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanales de s'approvisionner localement en matières premières. Des objectifs spécifiques qui prennent en compte les préoccupations de cette catégorie d'entreprises de réaliser leurs œuvres en procédant à :

- la dynamisation les métiers de l'artisanat dans les filières bois-ameublement-ébénisterie, cordonnerie, vannerie ;
- la mise à disposition des ressources forestières qui constituent les matières premières des petites et moyennes entreprises et l'artisanat dans les sous-filières ci-dessous :
 - la menuiserie artisanale et industrielle,
 - la carbonisation,
 - la briqueterie de biomasse,
 - le bois de chauffe,
 - les produits ligneux et l'agro-industrie,
 - les produits non ligneux et la médecine traditionnelle.
- l'exploitation des ressources forestières en tenant compte des préoccupations environnementales, notamment :
 - les énergies renouvelables,
 - l'afforestation/reforestation,
 - la lutte contre les érosions,
 - le réchauffement climatique.

La mise en cohérence de toutes les mesures à prendre contribuera de manière significative à l'amélioration qualitative et quantitative les prestations des petites et moyennes entreprises et entreprises artisanales. Elles seront de plus en plus compétitives tant du point de vue de la demande domestique que du reste du monde. Elles attireront davantage d'investisseurs à s'intéresser au secteur.

CONCLUSION

Il incombe désormais au Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, chargé de l'Artisanat, tenu d'une obligation de résultats, de déployer une activité intensifiée par la nécessité de tenir ses engagements.

De manière générale, la facilitation d'approvisionnement local en matières premières pour nos petites et moyennes entreprises et entreprises artisanales, une nécessité de dynamisation concertée des secteurs en rapport avec chaque domaine de compétence des départements techniques.

Il reste à obtenir des autres départements ministériels, sur la base de la vision et de la démarche envisagées, la relance, l'élargissement et l'approfondissement d'une concertation mieux ciblée, mieux encadrée mais par dessus tout multiforme et inscrite dans la durée, conformément à l'engagement n°12 de la "Nouvelle Esperance".

Je vous remercie.

Fait à Brazzaville, le 18 février 2009.